

Paris veut ouvrir des centres pour les demandeurs d'asile

Le gouvernement devrait annoncer, la semaine prochaine, un plan global pour les migrants non expulsables

Une ville peut-elle inventer sa propre définition de l'hospitalité ? En évoquant, mardi 9 juin, l'ouverture de « centres de transit pour migrants », la maire de Paris, Anne Hidalgo n'est pas tout à fait dans la ligne du premier ministre, qui rappelait jeudi, depuis l'île de la Réunion, que « ceux qui ne relèvent pas du droit d'asile doivent être expulsés ».

Rien de concret encore sur le centre de transit que M^{me} Hidalgo appelle de ses vœux, mais deux pistes sont à l'étude. Ce lieu pourrait prendre la forme d'une structure de 250 à 300 lits, où les migrants passeraient jusqu'à deux semaines et recevraient des informations sur l'asile. Il pourrait aussi se limiter à l'ouverture d'un guichet d'information, avec en parallèle une augmentation des places d'hébergement consacrées aux demandeurs d'asile dans des structures déjà existantes.

Cette seconde solution privilégierait ceux qui postulent à un statut de réfugié, laissant dehors ceux qui souhaitent demander l'asile ailleurs qu'en France – ou nulle part. A moins qu'ils ne soient mineurs et déjà orientés vers des structures existantes ou qu'ils présentent une autre forme de « vulnérabilité ».

Dans ce projet dont elles ap-

Rien de concret encore sur le « centre de transit » que M^{me} Hidalgo appelle de ses vœux, mais deux pistes sont à l'étude

prouvent le principe, les associations demandent que l'Etat joue son rôle. « A la ville de fournir le bâti, à l'Etat d'en gérer le fonctionnement », rappelle Florent Guegen, le directeur de la Fnars, la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale. Il faudra respecter quelques règles de base, prévoit des distributions de nourriture et de ne pas mettre les gens dehors dans la rue à 9 heures du matin, si l'on veut que ça fonctionne. » Même ainsi, « aucune ville ne règlera seule le problème », estime Pierre Henry, le directeur de France terre d'asile. Il faut des centres de transit répartis sur le territoire. Les demandeurs d'asile doivent ensuite être orientés vers les structures faites pour eux. Ceux qui ne veulent pas l'asile

doivent être renvoyés dignement, et ceux qu'on ne peut pas expulser ne doivent pas être laissés sans papiers. » A l'heure actuelle, les migrants qui arrivent à Paris viennent de la Corne de l'Afrique et sont en général non expulsables vers leur pays d'origine.

Cette requête faite à l'Etat pourrait trouver – partiellement ou totalement – une réponse dans le plan global sur lequel travaillent le ministre de l'Intérieur et le ministre du logement, à la demande du président de la République. Des annonces devraient être faites la semaine prochaine pour améliorer le sort des demandeurs d'asile et penser la condition des migrants non éligibles à l'asile et non expulsables, que la France laisse aujourd'hui dans ce no man's land.

Villes franches modernisées

Anne Hidalgo n'est pas la première élue à vouloir rendre sa ville plus accueillante. De nombreux exemples prouvent qu'une ville du XXI^e siècle peut s'inscrire dans la plus pure tradition des villes franches médiévales. Version modernisée. L'anthropologue Filippo Furlù a étudié le cas de Venise. « Dans les années 1990, cette ville, qui historiquement avait été construite par des réfugiés, a commencé à penser l'accueil des réfugiés des Balkans voisins, en guerre.

Il s'agissait d'abord d'apporter une réponse humanitaire. Peu à peu, un engagement citoyen fort a amélioré et pérennisé le dispositif, explique le chercheur. Un bureau de premier accueil a été conçu pour aider les migrants à s'orienter dans les démarches, des foyers ont été créés. » Des lieux où, durant les « printemps arabes », de nombreux jeunes partis de Tunisie ont pu être hébergés. « Malheureusement, la crise a un peu cassé la dynamique. Et le fait que ces structures aient été sous-traitées au privé a limité l'élan citoyen qui fonctionnait si bien dans cette ville », regrette M. Furlù.

De l'autre côté de l'Océan, au Brésil, une autre ville développe depuis janvier 2013 une large politique d'accueil. Depuis que le Parti des travailleurs a conquis la ville de Sao Paulo, cette métropole qui regardait d'un mauvais œil ses 10 % de sans-papiers a construit une politique de reconnaissance de ses étrangers.

« Nous avons ouvert rapidement un premier centre offrant un accompagnement social, juridique, et une aide pour que cette population ait accès aux services publics de la ville », indique Rogerio Sottili, adjoint aux droits de l'homme de cette ville de 11 millions d'habitants. Dans la foulée, un centre proposant un hébergement de trois mois a aussi été rapidement ouvert. » Contrairement à la grande crainte française d'un « appel d'air », qui voudrait que tous les migrants affluent lorsqu'on leur permet de vivre dignement, « les migrants ne se sont pas précipités vers Sao Paulo depuis deux ans », rappelle M. Sottili. ■



Un migrant du jardin du Bois-Dormoy, à Paris, jeudi 11 juin.

Dans la caserne désaffectée où les migrants de Bois-Dormoy ont trouvé refuge dans la soirée.

RAFAEL YAGHOZADEH/HANS LUCAS POUR « LE MONDE »

MUSE À LISBONNE AVEC RTL2 !



ÉCOUTEZ RTL2 ET PARTEZ À LISBONNE* APPLAUDIR MUSE EN CONCERT

* All in even - 1 nuit à l'hôtel + billets de concert pour 2 personnes

Rejoignez-nous sur rtl2.fr

20 ans **RTL2** LE SON POP-ROCK

Echauffourées autour des migrants dans une caserne désaffectée

Les 110 étrangers de Bois-Dormoy, à Paris, ont finalement été relégués

Les barrières s'empilent les unes après les autres contre la porte principale. A la caserne de pompiers de Château-Landon, dans le 10^e arrondissement de Paris, où les migrants de La Chapelle se sont réfugiés, jeudi 11 juin en fin d'après-midi, il y avait dans les regards comme un désir d'en découdre. Dehors, des affrontements entre les CRS et les soutiens des migrants ont commencé. Un policier est blessé à l'œil, alors que plusieurs personnes ont tenté de s'introduire dans le bâtiment désaffecté. « C'est sûr, ils vont vouloir rentrer, nous déloger en embarquant les migrants », trépile un jeune homme, le visage couvert d'une écharpe.

L'occupation a exaspéré au plus haut point le ministre de l'Intérieur. Bernard Cazeneuve a fustigé les « individus irresponsables » qui « instrumentalisent cyniquement la situation dramatique dans laquelle se trouvent les migrants à des fins purement politiciennes », et faisant « obstacle au relèvement des migrants ». La caserne a finalement été évacuée vers 23 heures et les migrants ont trouvé un toit.

En milieu d'après-midi, la destination des étrangers de Bois-Dormoy, dans le 18^e, était encore incertaine. A la question de savoir où ils allaient dormir ce soir-là, les migrants répondaient par un haussement d'épaules. « Aucune idée », dit Ali, originaire du Soudan. Juste ici, les migrants dormaient

dans un jardin associatif prêté par une association, après leur expulsion lundi 8 juin. Mais « le lieu n'est pas adapté pour autant de personnes », déplore Thomas Augais, le président de l'association, désignant une pile de sacs-poubelle remplis d'excréments. L'association s'est vue obligée de fixer un ultimatum au départ des migrants. Le but de la manœuvre était aussi de pousser les pouvoirs publics à « trouver une solution ».

Expulsions à répétition

Jeudi à 17 h 30, un cortège d'environ deux cents personnes, dont une centaine de migrants, s'avance vers une destination gardée secrète par les quelques élus qui mènent le bal. Mais sous la pression d'un certain nombre de militants NPA – et d'autres sans étiquettes –, on change de direction. Entre les militants d'extrême gauche, le ton monte, parfois les coups fusent. Et c'est donc dans cette caserne que viennent s'installer les migrants sous les yeux ébahis de l'armée du Salut, qui distribuait de la nourriture dans la cour. « Nous étions surpris de voir tout ce monde rentrer, s'étonne le major Dominique Glories, responsable des distributions alimentaires. Personne ne nous avait prévus. »

Les locaux sont terriblement insalubres. « Oui mais au moins ici, ils ont un toit », proteste un militant NPA. Du côté des élus commu-

nistes et écologistes, on parle de 65 places dans des hébergements d'urgence. Les migrants refusent, préfèrent rester groupés. Alors que la nuit commence à tomber, 110 places sont évoquées. Traumatés par les expulsions à répétition, les migrants restent méfiant. Des volontaires dénoncent aussi l'influence d'une partie des militants désireux de rester dans la caserne. « Ces mecs-là, on ne les a jamais vus ces derniers jours pour faire un coup de main, explique un membre du PCE. Et là, ils se permettent de venir donner la leçon. Ils font passer leur propre intérêt avant celui des migrants. »

La situation se décale enfin quand, vers 23 heures, le directeur de cabinet d'Anne Hidalgo promet 110 places. « Ils seront pris en charge dans trois ou quatre centres d'hébergements d'urgence, à Paris et Nanterre. Ils y resteront quelques jours avant que l'Etat et la Ville ne trouvent une solution pérenne », indique Mathias Vicherat.

Une petite victoire pour Emmanuelle Becker, une élue communiste. « On est passé de 65 places à 110. Cela prouve qu'on commence enfin à avoir un vrai dialogue avec la Ville. » Mais il est trop tôt pour crier victoire. « Il faut maintenant qu'ils aient un lieu durable dans lequel ils puissent recevoir des soins ou effectuer leur demande d'asile. Au moins ce soir, ils ont un endroit où dormir. » ■

BENJAMIN DERVEAUX